



Solidarité avec les victimes du terrorisme, non à la guerre, non au racisme

Les attentats qui ont eu lieu à Paris vendredi soir ont fait au moins 129 morts, 352 blessés dont une centaine en état critique. Cette horrible violence aveugle et réactionnaire a suscité dans tout le pays mais aussi dans le monde entier stupeur, indignation et révolte. Des rassemblements spontanés de solidarité ont eu lieu. Le NPA partage cette révolte et est solidaire de tous ceux et celles qui sont touchés par ce drame, des familles des victimes et de tous leurs proches. Cette violence meurtrière est d'autant plus révoltante, qu'elle ne combat pas les Etats qui font la guerre en Syrie et en Irak mais fait des victimes innocentes, la population, comme là où elle impose sa dictature.

Refusons leur guerre

Hollande, Valls, Sarkozy et Le Pen nous disent que la France est en guerre, c'est vrai, mais leur guerre n'est pas la nôtre. Elle n'est pas une réponse au terrorisme car ce sont les guerres auxquelles ont participé nos gouvernements en Afghanistan, au Mali, en Lybie, en Syrie, qui ont créé le chaos dont sont nés d'abord Al Qaida puis l'Etat islamique. Et c'est la décision de Hollande d'intervenir en Syrie qui a provoqué la réponse des terroristes.

Les bombardements censés combattre Daech protègent le dictateur Assad (soutenu par la Russie) principal responsable du martyr de son peuple. Les populations civiles sont les premières victimes condamnées à survivre ou à fuir. La France doit retirer ses troupes au Moyen-Orient et en Afrique.

Non à l'union nationale

Hollande, comme après le 7 janvier, appelle à «

l'union nationale » et a reçu tous les partis qui s'y associent. C'est une hypocrisie qui n'a rien à voir avec la solidarité. Hollande utilise le drame en sa faveur, veut obtenir l'assentiment de la population pour sa politique guerrière et faire taire le mécontentement croissant dans tout le pays.

La droite et l'extrême droite se déchainent, en assimilant Islam et intégrisme, en proposant de mettre en place un « internement préventif », en demandant de « raser les mosquées », etc. Pourtant, les musulmans ne provoquent pas les guerres : ils en sont les premières victimes, en Syrie, en Irak ou en France.

Il faut combattre les causes de la barbarie, à savoir le pillage des pays pauvres par les grandes puissances. Pour cela, nous avons besoin de l'unité des travailleurs et des peuples, par-delà leurs origines, leur couleur de peau, leurs religions, par-delà les frontières.

Les choix du gouvernement vont dans le sens inverse. Son Etat d'urgence ne garantit en rien la sécurité des populations. Il provoque un contrôle sur la presse, l'interdiction des réunions publiques et des manifestations. Dans ces conditions, comment exprimer notre indignation et notre solidarité avec les victimes ? Comment manifester contre les licenciements, à Air France et ailleurs, contre le racisme, contre les guerres ?

Le NPA demande la levée de l'état d'urgence et la fin des mesures liberticides. **En solidarité avec les victimes, pour dire non à la guerre, non au terrorisme, non au racisme, rassemblons-nous.**

Dans la santé, comme chez Air France : nos vies valent plus que leurs chemises !

Les salariés d'Air France ont raison de ne pas accepter la violence insupportable de leurs employeurs soutenus par Valls et Hollande. Ils le font de la seule manière possible face à un patronat et un gouvernement qui ne cèdent rien : la résistance et la révolte. Nous devons être à leurs côtés.

Nos gouvernants nous imposent les plans de licenciements, les suppressions de postes, les bas salaires, la précarité, les conditions de travail insupportables. Ils fragilisent chaque jour des milliers de vies. On veut faire pleurer sur quelques chemises arrachées, comme si nos emplois valaient moins que ça.

Quant au soi disant « dialogue social », il ne cherche qu'à faire approuver par les syndicats et les salariés les décisions déjà prises par le gouvernement et ses amis du MEDEF, en traitant d'irresponsables ceux qui refusent ce jeu truqué.

Hôpital : ce qu'ils nous préparent en 2016 !

A l'hôpital, les directions, et le gouvernement appliquent les mêmes recettes. Pour augmenter la « compétitivité », ils s'apprêtent à supprimer des milliers d'emplois et à

contraindre celles et ceux qui restent à travailler plus sans augmentation de salaire.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoit un « effort inédit de 3,4 milliards » en 2016. Ce qu'ils appellent dans leur jargon « l'efficacité de la dépense » ce sont des milliers de suppressions de postes, et un temps de travail prolongé.

Cela se traduira par :

22 000 suppressions de postes jusqu'en 2017, la prolongation de la durée et l'intensification du travail, un « management » de plus en plus dur, des « plans de retour à l'équilibre », un endettement croissant des établissements, les fermetures de services d'urgence, de maternités et d'hôpitaux de proximité et plus de travail pour les établissements qui restent, des soins de moindre qualité. Tout cela dans le seul but de permettre au patronat d'empocher les 50 milliards de cadeaux du « pacte de responsabilité ».

Dans la santé, comme chez Air France, il est temps de « mouiller nos chemises » et nos blouses par tous les moyens nécessaires pour obtenir satisfaction, même si quelques chemises doivent « tomber ».

La lutte de l'AP-HP ne doit pas rester isolée, seule la généralisation et la coordinations de nos luttes peut garantir le succès.

Changeons le système, pas le climat !



Six ans après l'échec des négociations de Copenhague contre les changements climatiques, les puissants se réuniront en décembre 2015 à Paris pour la COP21. Les plus grandes multinationales comme Nestlé et VINCI y défendront leurs intérêts, en opposition totale avec l'impératif de justice climatique.

La question climatique a échappé aux populations, et particulièrement aux pauvres, des pays du Nord comme du Sud, qui seront pourtant les premières victimes du basculement climatique. Nous, les 99 %, serons les premières victimes des conséquences de l'impasse climatique : migrations forcées et massives, montée des eaux, désertification, infertilité des sols, pollution de l'air, etc.

A mille lieues des salons où se retrouvent les puissances capitalistes, les peuples s'organisent déjà pour défendre leurs droits et besoins. Ainsi, l'organisation « Via Campesina » lutte pour la souveraineté alimentaire et contre l'accaparement des terres. En Asie du Sud-Est, ce sont des femmes paysannes qui construisent collectivement des alternatives au mode de production capitaliste. A travers le monde, les luttes contre les grands projets inutiles mobilisent paysans et citadins, comme à Notre-Dames-des-Landes contre le projet de nouvel aéroport ou à la ferme des Bouillons..

Débat



Mercredi 2 décembre Halle aux Toiles, 19h
avec Christine Poupin, porte parole du NPA, membre de la commission nationale Ecologie
Place de la Basse Vieille Tour, Rouen droite